

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1983/SR.16  
16 février 1983

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 16ème SEANCE  
(Première partie)\*

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 10 février 1983, à 15 heures

Président : M. OTUNNU (Ouganda)  
puis : M. HAYES (Irlande)

SOMMAIRE

Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts (point 6 de l'ordre du jour) (suite)

Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (point 7 de l'ordre du jour) (suite)

Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (point 16 de l'ordre du jour) (suite)

Point 18 de l'ordre du jour :

- a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale (suite)
- b) Mise en oeuvre du Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

---

\* La deuxième partie du compte rendu analytique de la séance sera publiée sous la cote E/CN.4/1983/SR.16/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.6108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 15

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1983/10; E/CN.4/1983/37; E/CN.4/1983/38; A/AC.115/L.571; A/AC.115/L.586)

CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1982/10)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1983/24 et Add.1 à 13; E/CN.4/1983/25)

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR :

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE (suite) (E/CN.4/1983/27; E/CN.4/1983/28)
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (suite) (E/CN.4/Sub.2/1982/7)

1. M. LAURIJSSSEN (Confédération internationale des syndicats libres) déclare que la lutte contre l'apartheid garde un caractère prioritaire pour le mouvement syndicaliste international démocratique. En effet, là où les droits de l'homme ne sont pas reconnus, il ne peut y avoir de droits syndicaux, et inversement, si une percée pouvait être réalisée sur le plan des libertés syndicales en Afrique du Sud, cela aurait une influence décisive sur l'évolution de la situation des droits de l'homme en général dans le pays. On a estimé qu'en l'an 2000, les Blancs représenteraient 7 % seulement de la main-d'oeuvre totale en Afrique du Sud; l'industrie est donc de plus en plus tributaire de la main-d'oeuvre noire.

2. Les travailleurs noirs, grâce à leur pouvoir économique et à leur capacité de s'organiser, ont pu faire une brèche dans l'appareil de contrôle et de répression mis en place par l'Etat. Des dirigeants syndicaux ont passé outre aux lois déclarant les grèves illégales et un nombre croissant d'employeurs ont dû assouplir leur attitude et reconnaître les syndicats représentatifs des travailleurs, même lorsque ces syndicats n'étaient pas enregistrés. On estime à 200 le nombre des employeurs qui ont signé des accords reconnaissant des syndicats noirs. Le mouvement syndicaliste noir en Afrique du Sud a non seulement amélioré son organisation; il a aussi accru ses effectifs : on estime à 350 000 environ les membres de ces syndicats. Bien que les grèves soient encore illégales, le nombre des travailleurs qui ont participé à des arrêts de travail pendant le premier semestre de l'année 1982 a augmenté nettement par rapport à 1981 : il y a eu 182 grèves pendant les six premiers mois de l'année contre 111 pendant la même période l'année précédente.

3. Néanmoins, l'attitude du régime à l'égard des syndicats libres de travailleurs noirs reste aussi dure qu'au passé. En juillet 1982, près de 30 000 travailleurs noirs se sont mis en grève dans certaines des principales mines d'or sud-africaines pour protester contre l'augmentation de salaire la plus faible qu'ils aient connue depuis plusieurs années.

la répression a été très dure : 10 personnes au moins ont été tuées et de nombreuses autres blessées, plus de 75 mineurs ont été arrêtés et plus d'un millier ont été reconduits dans des "homelands". Nombreux sont ceux qui estiment que l'absence d'un dispositif de négociation entre les mineurs noirs et les employeurs explique pour une bonne part l'agitation généralisée qui s'est produite dans les mines. Des grèves ont également éclaté chez les travailleurs noirs de l'automobile (Volkswagen, Ford et General Motors) ainsi que chez les employés de Colgate Palmolive. Dans les deux cas, les syndicats indépendants ont enregistré des victoires importantes tant sur le plan de leur reconnaissance que sur celui des résultats obtenus pour les travailleurs.

4. Devant cette recrudescence de l'activité syndicale, le régime de Prétoria a adopté une double stratégie de répression et de contrôle législatif. Le Gouvernement sud-africain a annoncé qu'il avait l'intention d'adopter une nouvelle législation visant à rationaliser les procédures de règlement des conflits du travail. Deux amendements ont été proposés à la loi sur les relations professionnelles (Labour Relations Act). L'un d'eux donnerait en fait au Ministre de la main-d'oeuvre des pouvoirs très étendus lui permettant de briser les grèves. Le gouvernement prétend qu'un aspect de cette nouvelle législation permettrait aux syndicats noirs non enregistrés d'avoir accès au mécanisme officiel de négociation à condition qu'ils représentent plus de la moitié du nombre des travailleurs d'une branche d'activité donnée et qu'ils remplissent diverses autres conditions qu'il n'a pas précisées. En fait, il semblerait que le Ministre veuille obliger les syndicats non enregistrés à accepter un mécanisme gouvernemental dans lequel ils n'ont guère confiance ou pas du tout.

5. Alors qu'il semble céder du terrain d'un côté, le gouvernement cherche par ailleurs à briser la solidarité des travailleurs pendant les grèves en mettant au point un système en vertu duquel des avantages financiers seraient accordés aux travailleurs considérés comme ayant été entraînés contre leur gré dans des mouvements d'agitation syndicale. De plus, la Loi sur l'"intimidation" continue d'être invoquée contre les syndicalistes et ceux qui s'efforcent d'organiser les travailleurs noirs. Il ne faut donc se faire aucune illusion sur la véritable nature des prétendues réformes introduites en Afrique du Sud. Les syndicalistes restent l'une des cibles principales de la répression : en 1981, sur 772 arrestations, plus de 300 visaient des syndicalistes et des travailleurs. Plus de 200 personnes ont été arrêtées à Soweto en 1982 au cours d'une cérémonie pacifique organisée à la mémoire d'un dirigeant syndicaliste noir. Sur une liste partielle de 85 syndicalistes détenus établie par le Comité spécial contre l'apartheid, 47 sont toujours détenus actuellement, 10 ont été interdits de séjour et un est mort pendant sa détention. De plus, les enquêtes effectuées sous la pression internationale après la mort de Neil Aggett dans sa cellule le 5 février 1982 ont bien montré qu'il avait été trouvé mort après une série de graves tortures. Il est vraisemblable que ce sont les protestations qui ont éclaté ensuite partout dans le monde qui ont incité les autorités sud-africaines à relâcher plusieurs syndicalistes détenus ou à les transférer dans des hôpitaux psychiatriques.

6. Les autorités se sont protégées également contre les campagnes de protestation en interdisant la publication des noms des détenus. Les syndicats concernés, de même que les familles des victimes n'ont même pas pu obtenir de renseignements sur l'endroit où se trouvaient les détenus. Selon la South African Society of Journalists, cela signifie que les gens peuvent aujourd'hui disparaître sans laisser de trace. La CISL pourrait fournir beaucoup d'autres exemples de violations des droits syndicaux en Afrique du Sud au cours des douze derniers mois, et notamment des cas d'arrestations de syndicalistes détenus sans qu'aucun chef d'accusation soit retenu contre eux. Parmi les plus récentes victimes figurent Emma Machinini, Rita Ndzanga, Philip Dlamini et Thomazile Gqueta. En pratiquant une politique de menaces, d'intimidation et de

harcèlement systématique; les autorités sud-africaines font tout ce qui est en leur pouvoir pour écraser le mouvement syndicaliste indépendant.

7. La CISEL réaffirme qu'il est impossible de réformer l'apartheid. Tant qu'il ne sera pas aboli totalement, on ne pourra parler de droits syndicaux ni des autres droits fondamentaux en Afrique du Sud. L'abolition de l'apartheid exige la participation de tous; c'est pourquoi la CISEL appuie l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour faire appliquer toutes les mesures possibles afin de mettre un terme au régime fasciste d'apartheid en Afrique du Sud.

8. M. SKALLI (Observateur du Maroc) rappelle que depuis plusieurs années la Commission se préoccupe de la situation en Afrique australe et que les rapports établis par des organismes de l'ONU à ce sujet font chaque fois état d'une aggravation de la situation des droits de l'homme. Le régime d'Afrique du Sud, persiste à bafouer les décisions et les résolutions des Nations Unies. Par des mesures discriminatoires et répressives, il s'emploie à écarter les populations noires de toute participation à la vie publique et confère à la minorité blanche le monopole du pouvoir; ainsi, récemment, il a refusé de faire participer de quelque manière que ce soit les populations noires à l'élaboration du projet de constitution qui prévoit la création de trois assemblées réservées l'une aux Blancs, l'autre aux Métis, la troisième aux Asiatiques, le Parlement blanc détenant seul le pouvoir législatif et les Blancs ayant une majorité automatique dans le collège électoral qui désigne le chef de l'Etat.

9. Privées de leurs droits politiques fondamentaux, les populations autochtones vivent aussi dans des conditions humiliantes et dégradantes.

10. Dans son rapport (E/CN.4/1983/10), le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe fait état d'une intensification de la répression contre la population noire, de l'usage intensif de la torture dans les prisons et d'un renforcement considérable de la législation en matière de sécurité. Dans ce pays où la peine de mort est couramment appliquée, le nombre des exécutions capitales est en augmentation constante, la moyenne annuelle des exécutions pour les trois années écoulées étant de 130.

11. L'institution des "homelands", qui tend à diviser les populations pour mieux les contrôler, s'apparente à l'esclavage : les populations noires n'ont aucune liberté de mouvement, elles n'ont pas la possibilité de choisir leur emploi, elles sont obligées d'accepter les postes de travail les moins rémunérés et les moins qualifiés et sont de surcroît l'objet de mesures destinées à les contraindre à travailler en fonction des besoins de l'économie sud-africaine. Les Noirs résidant en zone blanche sont transférés de force dans ces "homelands" dès qu'ils sont au chômage. Il est évident que cette politique viole le droit du peuple noir sud-africain à disposer de lui-même, le régime raciste d'Afrique du Sud a certes accordé une indépendance formelle à ces "homelands" mais la communauté internationale n'a pas été duper et a refusé de leur reconnaître le statut d'Etats indépendants. A ce sujet, l'observateur du Maroc tient à signaler que son pays appuie la recommandation du Groupe d'experts préconisant une étude approfondie de la question de la "souveraineté" des prétendus "homelands indépendants" et de l'utilisation de cette politique pour maintenir l'apartheid.

12. L'occupation de la Namibie n'a que trop duré. Au mépris des règlements internationaux élaborés par les Nations Unies, le Gouvernement sud-africain qui continue de retarder indéfiniment l'indépendance de ce territoire a décidé de mettre en place une administration interne afin de perpétuer, sous une forme camouflée, son occupation illégale. Malgré l'échec de l'entreprise et la démission de l'Administrateur installé sur le territoire, les autorités sud-africaines ont immédiatement repris le contrôle direct du pays. Cette occupation illégale s'accompagne d'une politique de répression, comme en atteste le rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe: il est fait état dans ce document de disparitions, de détentions sans jugement pour une durée indéterminée, d'entraves fréquentes aux libertés individuelles, de l'accroissement du nombre de réfugiés et de tortures infligées aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté. Le Maroc affirme sa solidarité envers le peuple de Namibie, et, en tant que pays africain, n'épargnera aucun effort pour que la politique odieuse dont il est victime disparaisse à jamais.

13. M. RAMAROZAKA (Observateur de Madagascar), tout en faisant l'éloge des nombreux rapports établis pour l'étude des points 6, 7, 16 et 18 de l'ordre du jour, regrette que certains n'aient pas été disponibles en temps voulu. Il est fâcheux qu'une telle somme d'argent et de travail soit gâchée par des retards.

14. En un sens, les rapports, pourtant excellents, ne contiennent rien, hélas, qui ne soit déjà connu, c'est-à-dire que l'apartheid est un crime contre l'humanité, qu'il est vain de chercher à réformer ce système odieux et que la seule chose qu'il reste à faire est de le mettre hors-la-loi et de l'éliminer.

15. Depuis qu'il y a trente-cinq ans le Gouvernement sud-africain a mis ouvertement en place le système d'apartheid pour asseoir sa politique intérieure, économique et sociale, la communauté internationale ne cesse de clamer son indignation, sa réprobation et son horreur, mais en vain. Si d'aucuns ont essayé de faire croire que le régime d'apartheid se réformait et s'humanisait, la réalité est là pour les démentir: l'intensification de la répression contre la population noire, la multiplication des arrestations arbitraires et des jugements sommaires, les tortures et autres traitements inhumains et dégradants infligés aux détenus politiques, le recours de plus en plus systématique à la peine de mort sinon à l'assassinat pur et simple contre les "traites", les récalcitrants et les suspects, la bantoustanisatation enfin, ne peuvent guère être considérés comme des manifestations d'assouplissement du régime.

16. Pour ceux qui l'appliquent, l'apartheid représente un progrès par rapport au système de l'esclavage, car les outils de production qu'étaient les esclaves coûtaient cher puisqu'il fallait les entretenir, ce qui n'est pas le cas des Noirs sud-africains, qui sont des citoyens de la République; comme ils risquaient de se prévaloir des droits attachés à leur qualité de citoyen, le Gouvernement sud-africain a imaginé la bantoustanisatation, système lui garantissant une réserve de main-d'oeuvre dépourvue de tout droit. Ceux qui auraient encore des doutes sur la façon dont le régime de Prétoria conçoit l'"adoucissement" du sort de ses citoyens noirs trouveront dans le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1983/10) ainsi que dans les documents E/CN.4/1983/37 et E/CN.4/1983/38 une longue série de preuves impartiales.

17. Parce que le régime d'apartheid, de par sa nature même, constitue une violation inadmissible des principes fondamentaux qui étaient à la base de la création de l'Organisation des Nations Unies, la plus haute instance des Nations Unies l'a condamné,

le plaçant aussitôt dans la catégorie des crimes contre l'humanité. Elle a été rejointe dans sa réprobation par la Commission des droits de l'homme, l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des non-alignés notamment; tout a été vain et le régime de Prétoria, loin de renoncer à son odieux système, le renforce, le perfectionne et l'exporte au-delà de ses frontières.

18. Ainsi, en dépit des résolutions du Conseil de sécurité, l'Afrique du sud continue à occuper illégalement la Namibie, dont elle soumet la population au même traitement inhumain que la population noire d'Afrique du Sud. Assurée de l'impunité, elle multiplie les agressions non provoquées et les incursions punitives dans les Etats de première ligne, comme elle l'a fait dernièrement au Lesotho.

19. L'Afrique du Sud ne peut tenir son arrogante assurance que de la conviction que les Nations Unies, divisées, ne feront rien et ne pourront jamais rien contre elle. En effet, on constate qu'un trop grand nombre encore de Membres des Nations Unies n'appliquent qu'à demi la décision d'embargo économique à l'encontre du régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud et qu'un trop grand nombre aussi, prenant prétexte des manquements de quelques-uns, croient pouvoir justifier et développer l'aide diplomatique, économique, militaire et nucléaire qu'ils accordent à ce régime.

20. Fidèle à sa tradition de solidarité agissante à l'égard des peuples noirs d'Afrique du Sud et de Namibie et des Etats de première ligne, le Gouvernement de la République de Madagascar approuve les conclusions et les recommandations du Groupe spécial d'experts concernant l'Afrique du Sud et la Namibie, telles qu'elles figurent au paragraphe 671 du document E/CN.4/1983/10. Il faut espérer que tout ceux qui se disent amis de l'Afrique et croient en l'intangibilité des droits de l'homme manifesteront la même solidarité.

21. M. MASRESHA (Observateur de l'Ethiopie) a beaucoup apprécié les rapports du Groupe spécial d'experts, du Groupe des Trois et du Rapporteur spécial.

22. Il est lamentable que des crimes aussi barbares que le racisme et l'apartheid se perpétuent avec l'aide du soi-disant monde civilisé. On a une fois de plus souligné dans le rapport de la Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid, qui s'est tenue récemment, que le racisme et l'apartheid étaient des crimes internationaux intolérables et des insultes à la conscience humaine. Les rapports dont la Commission est saisie, en particulier le rapport établi par le Groupe spécial d'experts (voir E/CN.4/1983/10; par. 49), se réfèrent aux instruments internationaux et aux résolutions de l'ONU qui interdisent et condamnent toute forme de discrimination raciale. Puisque le Gouvernement sud-africain continue à mépriser ces condamnations, il faut que la communauté internationale l'amène à capituler en adoptant des mesures décisives.

23. Bien que l'ONU soit saisie de ce problème depuis 36 ans, il ne semble pas qu'une solution soit proche. Le Gouvernement sud-africain, qui a pris partie pour l'Allemagne nazie durant la Deuxième Guerre mondiale, abrite aujourd'hui des criminels bien connus qui ont commis les pires atrocités. Avec l'aide de ces experts de la terreur, le régime sud-africain se livre à un génocide sans précédent contre le peuple sud-africain et le peuple namibien. Le Groupe spécial d'experts souligne, dans son rapport concernant les effets de la politique d'apartheid sur les femmes et les enfants noirs d'Afrique du Sud, que non content de laisser se développer une mortalité infantile élevée dans la population noire africaine, et non satisfait des massacres et des autres actes de génocide, le régime sud-africain a entrepris une campagne de stérilisation forcée pour lutter contre la croissance démographique de la population africaine (voir E/CN.4/1983/38, par. 21 et 22).

24. Le peuple sud-africain et le peuple namibien restent privés même de terres et pauvres dans un pays pourtant riche. Le Groupe spécial d'experts relève que la population noire d'Afrique du Sud, notamment dans les zones rurales, continue à souffrir de la pauvreté et de la malnutrition. Ceux qui ne meurent pas de faim sont exécutés par le régime d'apartheid. Les atteintes aux droits de l'homme sont innombrables, notamment en ce qui concerne le traitement des détenus politiques, la politique des "homelands" bantous, la restriction des droits syndicaux, les transferts forcés de population et l'interdiction des mouvements étudiants. Il faut mentionner également les conditions de détention des prisonniers politiques namibiens et les effets de la politique d'apartheid sur les femmes et les enfants noirs.

25. Que dire des tortures physiques et psychologiques auxquelles sont soumises les personnes arrêtées ? En quoi le peuple namibien et le peuple sud-africain méritent-ils d'être traités de la sorte ? Il semble que leur seul péché soit d'être noirs, ce qui les voue, de leur naissance à leur mort, à l'humiliation et à la souffrance.

26. Comme le Groupe spécial d'experts l'a souligné dans son rapport (E/CN.4/1983/10, par.55), les actes de terreur du régime sud-africain ne connaissent pas de limites et un fait marquant a été le nombre de meurtres et d'assassinats perpétrés sur la personne d'opposants à l'apartheid non plus seulement à l'intérieur de l'Afrique du Sud mais au-delà des frontières. On considère que la campagne de terreur menée par le régime sud-africain fait partie d'une stratégie qui vise non seulement à démoraliser les opposants sud-africains à l'apartheid, mais encore à déstabiliser les Etats africains indépendants limitrophes. Au cours de l'année passée, le Zimbabwe, l'Angola, le Lesotho, le Botswana et le Mozambique ont été victimes des incursions du régime sud-africain, qui a également organisé une tentative de coup d'Etat aux Seychelles et pris part à l'assassinat de dirigeants politiques au Zimbabwe, au Lesotho, au Mozambique, en Namibie et en Afrique du Sud. Par exemple, l'assassinat de Ruth First, intellectuelle sud-africaine qui avait participé à la rédaction d'un journal d'opposition.

27. Il est navrant de constater que les soi-disant pays civilisés aident ce régime abominable, pour préserver leurs intérêts économiques dans la région. Ceux qui se prétendent les champions de la liberté et de la démocratie doivent exiger aujourd'hui que l'on cesse de traiter la population noire de façon aussi dégradante et qu'on laisse le peuple namibien respirer l'air de la liberté. L'Ethiopie condamne sans réserve l'attitude belligérante du Gouvernement sud-africain. Devant les agressions sud-africaines contre les Etats voisins, dont le Lesotho notamment a été victime dernièrement devant l'occupation du territoire national de l'Angola et les tentatives de sabotage contre des pays indépendants d'Afrique australe, il faut prendre sans retard des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud.

28. Quant à l'occupation persistante de la Namibie, au mépris de toutes les résolutions de l'OUA, du mouvement des pays non alignés et de l'ONU, elle constitue un acte d'agression contre le peuple namibien et un défi à l'Afrique et à l'autorité de l'ONU, qui a la responsabilité directe de la Namibie et de son accession à l'indépendance. Non contente de refuser d'appliquer les résolutions 385 et 435 du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud a recours à des tactiques dilatoires pour perpétuer sa domination sur le peuple namibien (voir E/CN.4/1983/10, par. 56). L'Ethiopie rejette toute tentative visant à lier l'accession à l'indépendance de la

Namibie au retrait des troupes cubaines de l'Angola. Les participants au sommet des Etats africains de première ligne et de la SWAPO, qui s'est tenu à Lusaka en août 1982, ont considéré cette tentative comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Angola. Sam Nujoma, président de la SWAPO, seul représentant légitime du peuple namibien, a ajouté que le retrait des troupes cubaines étant un problème distinct qui ne relevait pas de la résolution 435 du Conseil de sécurité.

29. Tout en se félicitant des préparatifs entrepris par l'ONU en coopération avec l'OUA et en consultation avec la SWAPO en vue de la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, qui se tiendra en avril prochain, ainsi que de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui se tiendra en août, l'Ethiopie est heureuse que les principaux pays exportateurs de pétrole aient décidé de tenir une conférence internationale pour étudier les moyens de faire appliquer l'embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud. L'Ethiopie condamne en revanche la décision du Fonds monétaire international d'accorder un prêt important au régime de Pretoria et demande à tous les pays de faire en sorte que le régime raciste soit expulsé du FMI. Il appartient maintenant aux pays occidentaux, et notamment à ceux qui d'après le rapport de M. Khalifa (E/CN.4/Sub.2/1982/10) entretiennent des relations économiques avec le régime sud-africain, d'amener ce dernier à la raison et, ce faisant, de prouver que leur attachement aux droits de l'homme n'est pas dicté exclusivement par leurs intérêts économiques.

30. Pour conclure, la délégation éthiopienne déplore que les représentants de certains pays occidentaux aient affirmé que l'isolement du régime d'apartheid affecterait au premier chef la population noire. Puisque celle-ci est privée de tout, elle n'a rien à perdre !

31. M. SENE (Sénégal) déclare que le problème du racisme et de la discrimination raciale en Afrique remonte déjà à plusieurs siècles, depuis la période de l'esclavage et de la colonisation jusqu'à l'avènement de l'apartheid. A la première Conférence panafricaine tenue à Londres en 1900, les intellectuels noirs déclaraient déjà que le vingtième siècle serait celui de l'affrontement entre les races dans plusieurs régions. Mais leur cri n'a pas été entendu par les puissances coloniales de l'époque, dont les rivalités ont failli plonger l'humanité tout entière dans le chaos. C'est après la deuxième guerre mondiale que les Nations Unies ont vu le jour pour proclamer la foi dans les droits de l'homme, dans la dignité et les valeurs humaines et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations. Dès 1946, l'ONU a été saisie du problème de la discrimination raciste en Afrique australe par la délégation indienne, sous l'inspiration du mahatma Gandhi. Depuis, l'ONU s'est engagée à soutenir le peuple sud-africain dans sa lutte pour la liberté et la dignité et en vue d'instaurer en Afrique du Sud un Etat démocratique et égalitaire. La lutte contre l'apartheid est aujourd'hui celle de tous les peuples épris de paix et de justice, parce que ce système odieux est un défi à la civilisation et à toutes les valeurs morales.

32. Selon la définition donnée à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, la discrimination raciale est un crime contre l'humanité qui va à l'encontre du droit international, en particulier de la Charte, et qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.



33. Il y a des années qu'à travers ses résolutions et ses rapports, la Commission s'indigne de la persistance de ce problème. Le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1983/10) décrit en termes poignants l'escalade horrible de la répression, des persécutions, des arrestations, des tortures, etc. qui sont le lot quotidien des militants de l'ANC, du PAC, des syndicats noirs, des étudiants et même des hommes d'église, en un mot de tous ceux qui luttent pour la liberté. De plus, la politique de bantoustanisation est un véritable génocide qui consiste à abandonner les Noirs à leur sort sur des terres arides, dans des conditions sociales précaires, pour les exploiter comme main-d'oeuvre à bon marché au profit des industries de la minorité raciste et des sociétés multinationales. Autrement dit, les bantoustans tendent à priver la majorité africaine de sa citoyenneté. Tel est le sort tragique de millions de Noirs dans leur propre patrie. Cette situation révolte la conscience des peuples civilisés.

34. En vérité, l'entêtement du régime de Pretoria ne s'explique que par les puissantes complicités dont il bénéficie au sein même de l'ONU et dont il se targue pour agresser ses voisins. Pour sa part, le Sénégal condamne ces complicités, qui entretiennent l'instabilité et les tensions en Afrique australe. Les puissances qui prêchent le respect des droits de l'homme tout en maintenant des relations politiques, économiques, culturelles, scientifiques et militaires avec l'Afrique du Sud doivent réfléchir avant qu'il ne soit trop tard, aux conséquences de leurs actes.

35. En Namibie, la politique d'apartheid, unanimement condamnée par l'Assemblée générale comme un crime contre l'humanité et reconnue par le Conseil de sécurité comme une menace contre la paix et la sécurité internationales, rend encore plus humiliant le défi que constitue la situation du territoire pour la communauté internationale malgré l'existence de divers moyens inspirés de la Charte pour mettre fin à une situation aussi anachronique, l'Afrique du Sud ne veut accepter aucun changement dans le sens de la détente. Il est très inquiétant que la situation en Namibie continue de se détériorer du fait que l'Afrique du Sud n'a pas respecté les décisions de l'ONU. C'est pourtant elle qui avait demandé à l'Organisation d'assurer l'accession pacifique de la Namibie à l'indépendance, en accord avec les cinq puissances occidentales du Groupe de contact. La volonté unanime des Etats Membres de régler la question namibienne s'est traduite par un consensus international accordant un appui total à la résolution 435 du Conseil de sécurité, qui devait définir les étapes du processus menant à l'organisation d'élections libres et démocratiques sous la surveillance de l'ONU. Près de cinq ans après, le problème reste entier. L'Afrique du Sud n'a cessé de dresser des obstacles et d'introduire, à chaque étape, des conditions nouvelles et déroutantes. Le régime de Pretoria s'acharne à maintenir sa domination sur la Namibie en renforçant sa mainmise sur ce territoire, qui est censé être international, mais qui demeure colonisé, et en pillant sauvagement ses richesses. Parallèlement, il intensifie sa répression contre les populations et ses persécutions contre les combattants de la SWAPO, démontrant ainsi sa volonté de liquider le seul représentant authentique du peuple namibien.

36. En Namibie même, le gouvernement de Pretoria accélère le recrutement de mercenaires et la formation de forces armées tribales, étend le système de bantoustanisation et crée des structures politiques acquises à ses intérêts. Simultanément, il agresse systématiquement les Etats voisins indépendants, dont le seul tort est parfois, comme cela a été le cas du Lesotho récemment, d'avoir offert l'hospitalité aux réfugiés qui fuyaient l'apartheid. Le régime de Pretoria viole constamment la souveraineté de l'Angola, du Mozambique, du Botswana, de la Zambie et du Lesotho, dont il occupe quelquefois une partie du territoire en guise de repréailles. Au-delà même des pays de la ligne de front, il essaie de déstabiliser d'autres pays africains aux structures encore fragiles.

37. Aux effets néfastes de la crise et des difficultés économiques en Afrique s'ajoutent des formes pernicieuses de subversion qui visent à susciter des convulsions internes, des ingérences subtiles, l'exode des réfugiés et des déplacements massifs de populations qui menacent la paix et la sécurité de tout un continent.

38. La Commission doit agir résolument pour désarmer dans cette région une situation qui est en fait aussi explosive qu'au Moyen-Orient. Il était pourtant convenu que les négociations sur la question namibienne devaient prendre fin en 1982 ou au début de 1983. Les membres du Groupe de contact en avaient pris l'engagement, en demandant à l'Afrique et à la communauté internationale de faire preuve de patience. Le Sénégal n'a jamais ménagé son soutien aux membres du Groupe de contact dans leurs négociations difficiles avec les autorités sud-africaines, mais force est de reconnaître que les négociations ne pourront se prolonger indéfiniment. Il semble en effet que l'Afrique du Sud cherche à gagner du temps pour renforcer sa domination sur la Namibie et imposer un "règlement interne" par un transfert de pouvoirs à des groupes illégitimes. Devant les incertitudes d'une solution politique, il appartient au Groupe de contact de tirer les conclusions qui s'imposent, étant entendu que nul ne saurait reprocher à la SWAPO de poursuivre sa lutte légitime, fût-elle armée, pour rendre ses droits au peuple namibien. Toute tentative de règlement du problème en dehors du cadre de l'ONU va à l'encontre des intérêts du peuple namibien. Le Sénégal espère que la visite actuelle du Secrétaire général des Nations Unies en Afrique, notamment auprès des pays de la ligne de front, donnera une impulsion nouvelle au processus de règlement de ce problème.

39. On peut se demander pourtant quels sont les objectifs des autorités de Pretoria lorsqu'elles essaient de faire croire qu'elles assouplissent leur position. L'attitude de réalisme qu'elles réclament doit reposer sur la confiance et la compréhension entre les parties. A suivre le régime de Pretoria, dans ses volte-face, on finit par devenir complice des pratiques inhumaines dont il a le secret. Comment faire confiance à un régime qui érige le racisme et le terrorisme en politique d'Etat ? Ce régime continue pourtant de bénéficier sinon de complicités avouées, du moins de protections très efficaces. Certains poussent l'ironie jusqu'à présenter l'Afrique du Sud comme le défenseur des valeurs du monde libre et de l'Occident et comme un rempart dans la confrontation Est-Ouest, en se moquant du sort des peuples d'Afrique australe.

40. La vérité est que s'il y a lutte en Afrique australe pour la défense de certains idéaux, ce sont les peuples noirs qui la mènent avec détermination. La délégation sénégalaise estime plus que jamais que la solution de la question namibienne doit se fonder sur la cessation de l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud, le retrait de ses forces armées et l'exercice, par le peuple namibien, de son droit à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le moment est peut-être venu de recourir à des mesures coercitives et d'appliquer des sanctions obligatoires globales contre le régime de Pretoria.

41. Il convient de rendre hommage au Comité spécial contre l'apartheid, au Centre contre l'apartheid, au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et au Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, ainsi qu'au Groupe des Trois, pour leur contribution à la lutte contre le fléau qui sévit en Afrique. Le BIT et l'UNESCO accordent eux aussi un profond intérêt au problème de la lutte contre le racisme et leur contribution est inestimable.

42. Tous les Etats doivent devenir partie à la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Comme la Finlande et les Pays-Bas, le Sénégal se félicite qu'à travers l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, on puisse mettre en marche le mécanisme qui permet à des individus d'exercer un recours auprès du Comité des droits de l'homme. Le projet de création d'un tribunal pénal international chargé de statuer sur les crimes de l'apartheid est également digne d'être approuvé. Il serait souhaitable enfin que tous les Etats Membres participent à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Comme l'a souligné le représentant du Canada à la séance précédente, il faut essayer d'élever le débat, d'éviter les polémiques stériles qui ont mené à des ruptures déchirantes à la précédente conférence, et saisir l'occasion de cette deuxième conférence pour évaluer l'action de l'ONU dans le cadre de la Décennie et pour proposer des solutions efficaces afin de régler le problème du racisme. La lutte contre le racisme est d'importance cruciale. Elle doit reposer sur la volonté commune de tous les Etats de bâtir les civilisations futures sur le respect du droit à la différence et à la diversité dans tous les domaines.

43. M. OULD-ROUIS (Observateur de l'Algérie) constate que le régime raciste de Pretoria poursuit sa politique de terreur et de répression en violation flagrante des droits de l'homme les plus élémentaires. Les prétendues réformes constitutionnelles ne sont qu'un artifice pour concentrer le pouvoir entre les mains de la minorité blanche, et on assiste à une militarisation de l'appareil gouvernemental destinée à écraser l'opposition et à sauvegarder un système voué à la déchéance.

44. La répression n'épargne personne, pas même les femmes et les enfants qui sont les principales victimes de la "bantoustanisation". La Commission se doit de condamner de nouveau ces pratiques et cette politique qui constituent une violation de droit primordial à l'autodétermination et un crime contre l'humanité.

45. En Namibie, le régime de Pretoria a recours aux mêmes pratiques racistes et ségrégationnistes. L'occupation illégale de ce pays, l'exploitation de ses ressources humaines et naturelles et le durcissement de la répression suscitent de vives inquiétudes. L'Afrique du Sud poursuit sa politique d'obstruction systématique et d'intransigeance afin d'imposer des solutions néocolonialistes excluant la SWAPO, unique représentant légitime du peuple namibien. Il est temps que la communauté internationale exerce les pressions nécessaires sur Pretoria pour assurer l'application de la résolution 435 du Conseil de sécurité, sur laquelle repose le plan de règlement de l'ONU, accélérer l'accession de la Namibie à l'indépendance.

46. Au mépris des décisions de l'Organisation des Nations Unies, le régime minoritaire de Pretoria n'hésite pas à étendre sa politique d'agression à toute la région, en pratiquant un véritable terrorisme d'Etat à l'encontre des pays africains indépendants, et plus particulièrement les pays de première ligne, dont la sécurité est gravement menacée. L'Afrique du Sud mène une vaste campagne d'intimidation et de déstabilisation du continent africain et, outre l'occupation d'une partie de l'Angola, les incursions se poursuivent et s'intensifient au Zimbabwe, au Botswana, au Mozambique et au Lesotho. On voit se multiplier les bombardements, les massacres de populations civiles comme celui de Maseru, les attaques contre les camps de réfugiés, les opérations de sabotage, les assassinats de dirigeants et les tentatives de coup d'Etat comme celui qui a été fomenté aux Seychelles.

47. La politique raciste et agressive du régime de Pretoria n'est pas sans rappeler celle de l'entité sioniste, son allié objectif et inconditionnel, et il n'est donc pas étonnant que les massacres de Sabra et Chatila aient été suivis de ceux de Maseru. Les deux régimes bénéficient de la complaisance, voire de la complicité, de certaines puissances occidentales qui, par l'usage abusif d'un droit de veto dénaturé, les

assurent d'une totale impunité. Qui plus est, l'assistance et la collaboration politique, économique, culturelle et militaire de certains pays ne font qu'encourager et cautionner cette politique. Loin d'œuvrer à l'amélioration de la situation de la population noire en Afrique australe, les sociétés multinationales se font les complices de l'apartheid, qui assure la protection de leurs intérêts. La liste des entreprises, associations, banques et institutions implantées en Afrique du Sud ou collaborant avec le régime s'allonge chaque année. Ces diverses organisations vont même jusqu'à étendre leur assistance au domaine militaire. Par ailleurs, le FMI a accordé en novembre 1982 un prêt de 1 milliard de dollars au régime raciste, au mépris de la résolution de l'Assemblée générale qui lui demandait de ne plus fournir aucune aide financière à Pretoria. L'assistance multiforme accordée à l'Afrique du Sud sous prétexte de l'encourager "amicalement" à assouplir sa politique favorise donc, en fait, le développement de ses activités militaires dans la région et l'extension de son programme nucléaire. Aussi la Commission doit-elle condamner sans appel toute forme de collaboration et d'assistance en faveur du régime sud-africain, et rechercher les moyens d'assurer l'application des résolutions pertinentes adoptées par diverses instances internationales.

48. La Commission est également saisie du rapport du Groupe des Trois chargé de l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. L'adhésion de la majorité des Etats à cette importante Convention permettra de renforcer la lutte en vue de l'élimination totale de l'apartheid. A cet égard, la création d'un tribunal pénal international permettrait d'aboutir à des mesures concrètes pour venir à bout de ce fléau. Un projet de statut a été élaboré et soumis à l'attention des Etats, mais les réponses reçues ne semblent pas suffisantes pour permettre au groupe d'experts chargé de la question de poursuivre son étude. Il faut espérer que les nombreux appels lancés par la Commission seront entendus et que les gouvernements accorderont à cet important projet toute l'attention qu'il mérite.

49. La délégation algérienne se félicite de la convocation de la deuxième Conférence mondiale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui contribuera certainement à l'efficacité de la mise en oeuvre du programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid. L'Algérie espère qu'au cours de la session, la Commission prendra toutes les décisions qui s'imposent pour contribuer à mettre fin dès que possible aux crimes et aux agressions perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud.

50. M. TANC (Conseil des Nations Unies pour la Namibie) note que les documents soumis à la Commission présentent un tableau détaillé de la grave situation qui règne en Namibie et en Afrique du Sud. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie examine les violations flagrantes des droits de l'homme dans ce territoire depuis que l'ONU l'a établi en tant qu'autorité administrante légale jusqu'à l'indépendance.

51. Au mépris des résolutions de l'ONU et du jugement de la Cour internationale de justice, l'Afrique du Sud continue à bafouer les droits nationaux inaliénables du peuple namibien, et à pratiquer la pire forme de colonialisme et de racisme institutionnalisé. Les autorités de Pretoria appliquent leur politique d'apartheid en Namibie tout en pillant les ressources humaines et naturelles du territoire. Elles exécutent des plans de bantoustanisatation, emprisonnent, torturent et tuent des patriotes namubiens, et s'efforcent quotidiennement d'étouffer les aspirations légitimes des Namubiens à l'indépendance. A ces activités s'ajoutent des actes d'agression contre les pays africains voisins - l'Angola notamment - qui menacent la paix et la sécurité internationales. Le peuple namibien poursuit néanmoins sa lutte, sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique.

52. La communauté internationale souhaite l'application du plan d'indépendance de la Namibie énoncé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, mais l'Afrique du Sud ne cesse de dresser des obstacles et d'user de tactiques dilatoires pour maintenir son occupation illégale. Aussi, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie se réjouit-il que la détermination de la communauté internationale à prendre des mesures contre l'Afrique du Sud ait été si fortement exprimé par de nombreux orateurs à cette session. Les résolutions que la Commission adoptera contribueront certainement beaucoup à mettre fin aux violations des droits de l'homme en Afrique australe.

53. M. Tanc signale que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a adhéré, au nom de la Namibie, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, et prévoit d'adhérer aux conventions de Genève de 1949 et à leurs protocoles additionnels. Il est à signaler également que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie va organiser, en collaboration avec l'OUA et en consultation avec la SWAPO, une conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour son indépendance, qui aura lieu à l'UNESCO à Paris, du 25 au 29 avril 1983. Cette conférence donnera un nouvel élan aux efforts concertés que les organismes des Nations Unies déploient pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie et à la politique d'apartheid et de discrimination raciale que l'Afrique du Sud y applique.

54. M. IBARRA (Conseil international de traités indiens), se référant au point 18 de l'ordre du jour, évoque les activités de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, commencée le 10 décembre 1973, qui intéressent, parmi d'autres peuples, les peuples indiens. En 1978, la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a déclaré solennellement que tous les peuples ont contribué au progrès de la civilisation et des cultures qui constituent le patrimoine commun de l'humanité. La même année, l'UNESCO a attribué dans sa "Déclaration concernant les principes fondamentaux de l'emploi des moyens de grande information en vue du renforcement de la paix, de la compréhension internationale et de la lutte contre la propagande belliciste, le racisme et l'apartheid" un rôle fondamental aux médias. En 1978 également l'UNESCO a adopté une "Déclaration sur la race et les préjugés raciaux", où il est affirmé, au paragraphe 2 de l'article premier, que la diversité des formes de vie ne peut en aucun cas servir de prétexte aux préjugés raciaux, ni légitimer quelque pratique discriminatoire que ce soit, ni fonder la politique de l'apartheid, qui constitue la forme extrême du racisme. En 1981 l'UNESCO encore a lancé l'"appel d'Athènes", où il est affirmé que le racisme est un phénomène complexe dans lequel interviennent des facteurs multiples, économiques, politiques, historiques, culturels et psychologiques contre lesquels il faut agir, qu'il est un instrument dans les mains de certains groupes pour affermir leur pouvoir politique et économique; et qu'il consiste aussi à nier que certains peuples ont une histoire et à méconnaître leurs contributions au progrès de l'humanité.

55. De leur côté, les organisations non gouvernementales ont tenu deux importantes réunions internationales concernant les populations autochtones, la première en 1977 et la seconde en 1981. Dans la déclaration finale de leur Conférence internationale sur les populations autochtones et la terre, les ONG ont condamné la répression et le génocide systématique pratiqués contre les peuples autochtones et demandé qu'il soit mis fin immédiatement à ces pratiques. En 1981, le Nicaragua a accueilli le Séminaire sur les procédures de recours et autres formes de protection dont disposent les victimes de la discrimination raciale et sur les activités à entreprendre aux niveaux national et régional, réunion au cours de laquelle ont été abordés les principaux problèmes qui se posent aux groupes ethniques de la région

En 1981, l'UNESCO a organisé à San José (Costa Rica), avec la collaboration de la Faculté latino-américaine de sciences sociales, une réunion d'experts de l'ethnocide et de l'ethno-développement. A cette réunion a été approuvée la "Déclaration de San José", où il a été souligné que l'histoire des peuples indiens a été ignorée ou déformée depuis l'invasion européenne, en dépit des importantes contributions de ces peuples au progrès de l'humanité; que ces peuples ont un droit naturel et inaliénable au territoire qu'ils possèdent, et le droit de revendiquer les terres dont ils ont été dépossédés; et que le respect des formes d'autonomie demandées par ces peuples est indispensable pour garantir leurs droits.

56. En 1981, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté une résolution créant un Groupe de travail sur les populations autochtones, et chargé M. Martínez Cobo de rédiger une étude sur cette question; les représentants des populations autochtones ont fait de multiples interventions devant le Groupe de travail et la Sous-Commission, à sa session de 1982. En juillet 1982, le Comité central du Conseil oecuménique des églises a adopté une déclaration demandant à ses membres et à la communauté internationale de respecter et de garantir la propriété traditionnelle de la terre, de ne pas violer la culture et la spiritualité des peuples autochtones et d'organiser des programmes d'enseignement en consultation avec ces peuples, sous leur contrôle et dans le respect de leurs valeurs traditionnelles et de leurs cultures.

57. En dépit de toutes ces initiatives, il faut regretter que la Décennie se termine sans qu'un instrument international spécifique ait été adopté en ce qui concerne les populations autochtones. Le Conseil international des traités indiens, constatant la persistance des pratiques racistes, de discrimination raciale et d'apartheid, observant qu'il existe encore des administrations et des lois racistes et que des moyens d'information de masse sont utilisés pour maintenir de telles pratiques, et déplorant que le génocide et l'ethnocide soient des pratiques couramment employées contre les populations autochtones, propose que les objectifs fixés pour la Décennie qui s'achève continuent à être appliqués par le système des Nations Unies, dans la mesure où persistent les pratiques qui ont amené à proclamer la Décennie.

58. M. Hayes (Irlande), Vice-Président, prend la présidence.

59. M. ABBY (Observateur de la Somalie) déclare que le rapport du Groupe spécial d'experts figurant dans le document E/CN.4/1983/10 met en évidence toute l'horreur du système de l'apartheid, tel qu'il est établi en droit et en pratique : record de peines capitales et d'autres violations du droit à la vie, mauvais traitement des prisonniers politiques et taux record de mortalité parmi les détenus, violations des droits syndicaux, système de réservation des emplois, politique des "homelands" revenant à priver de leur citoyenneté les Noirs majoritaires, etc. En outre, ce rapport décrit les violations de l'intégrité territoriale des pays voisins - en 1982 l'Angola, le Zimbabwe, le Mozambique et le Lesotho.

60. Sans aucun doute, l'apartheid est un crime contre l'humanité, une menace pour la paix et un défi au droit international et à la Charte des Nations Unies. La communauté internationale en est consciente, mais le système de l'apartheid continue à prospérer; cela tient notamment à l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée à l'Afrique du Sud. Il faut mettre en lumière le jeu des forces externes sans lesquelles ce système ne pourrait pas survivre; à cet égard, le rapport de M. Khálifa (E/CN.4/Sub.2/1982/10) est extrêmement utile.

61. La délégation somalienne regrette aussi que des Etats importants, qui pourraient catalyser l'action internationale contre l'apartheid, n'aient pas adhéré à la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. La Commission doit s'efforcer de remédier à cette situation. La délégation éthiopienne approuve les conclusions et les recommandations des rapports présentés sur les points actuellement examinés, et elle demande à la Commission de n'épargner aucun effort pour faire disparaître l'apartheid de la face de la Terre.

62. M. LIGAIRI (Fidji) déclare que la Décennie contre le racisme et la discrimination raciale a permis d'attirer plus efficacement l'attention du grand public sur les efforts déployés par l'ONU pour lutter contre le racisme; il est cependant préoccupant de constater qu'à de nombreux égards les résultats de la Décennie sont restés en deçà de ce que l'on attendait. Dans sa résolution 3057 (XXVIII), l'Assemblée générale souhaitait pourtant l'"élimination rapide du racisme et de la discrimination raciale". Certes, des progrès ont été accomplis, notamment grâce au travail patient de la Commission des droits de l'homme et d'autres organes. On peut aussi se réjouir de l'augmentation récente du nombre des Etats qui sont parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Pour sa part, Fidji est profondément attaché aux objectifs de la Décennie, dont la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, permettra, cette année, de mesurer le degré de réalisation. Cette conférence permettra aussi de voir dans quelle mesure l'ONU peut fixer des priorités réalistes pour l'avenir; il faut souhaiter qu'elle ne s'égare pas dans des controverses politiques et idéologiques.

63. La discrimination raciale persiste, en premier lieu sous la forme de l'apartheid, qui viole pratiquement tous les droits de l'homme et est une offense à la dignité de l'homme. En dépit de tous les appels de la communauté internationale, l'Afrique du Sud continue à infliger à sa population noire les méfaits de ce système, et n'hésite pas à se lancer dans des agressions contre les pays voisins. D'un autre point de vue, cependant, le manque de progrès dans la solution des problèmes de discrimination raciale s'explique par une certaine tendance à souligner les défauts des autres et à user de rhétorique au lieu d'améliorer les choses chez soi. Il faudrait que tous les Etats adhèrent aux instruments juridiques internationaux relatifs au racisme et à la discrimination raciale. Il faudrait aussi qu'ils s'unissent pour édifier un système dans lequel chacun devrait répondre devant la communauté internationale des actes de discrimination raciale qui offensent l'humanité.

64. Fidji connaît les problèmes inhérents à toute société multiraciale, mais les droits fondamentaux de ses diverses races sont garantis par sa législation et par sa constitution. Conformément aux dispositions de la constitution fidjienne, le gouvernement s'est efforcé de promouvoir la tolérance et de donner à chacun des chances égales. Ainsi que la Convention le souligne, la discrimination raciale ne tient pas seulement à des différences de couleur; elle est aussi manifeste entre des personnes dont la langue, la religion ou les croyances diffèrent. Fidji, qui est attachée à l'édification d'une société multiraciale et multiculturelle, a observé concrètement que la stabilité économique et l'égalité économique sont des conditions de succès, et a insisté, dans cette perspective, sur la nécessité de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. M. Ligairi conclut en souhaitant que les activités déployées pour mettre fin à la discrimination raciale ne cessent pas à la fin de la Décennie, car il faut certainement plus d'une décennie de persuasion, d'éducation et de législation pour changer des comportements anciens et enracinés.



65. M. FOLI (Ghana) remercie le Directeur du Centre pour les droits de l'homme, pour l'introduction qu'il a présentée en séance au sujet des points à l'examen, et le Président/Rapporteur du Groupe spécial d'experts, M. Cato, pour sa présentation du rapport E/CN.4/1983/10. Il constate une fois de plus que l'Afrique du Sud continue à ne pas tenir compte des appels qui lui sont lancés année après année. Plus la communauté internationale tarde à prendre les mesures nécessaires, plus l'apartheid viole les droits de la majorité africaine et devient meurtrier. Tous les membres de la Commission abhorrent certainement ce crime contre l'humanité, mais il faut que chacun réexamine sa conscience et son attitude à l'égard de l'apartheid.

66. L'expérience personnelle acquise par M. Foli au cours de négociations qui ont eu lieu à cette session l'a convaincu de l'existence, chez ceux qui veulent sincèrement éliminer ce système odieux, d'un esprit de compromis constructif qui ouvre la voie à une action internationale concertée. A cet égard, il faut souligner cependant que l'élimination de l'apartheid n'est pas possible sans l'application de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud.

67. En ce qui concerne le problème namibien, M. Foli déplore que l'on veuille établir un lien entre l'indépendance de ce territoire et le retrait des troupes cubaines de l'Angola. Une telle condition préalable ne peut que paralyser le Groupe de contact, qui avait su jusqu'ici contribuer à des progrès significatifs vers l'indépendance. Cette condition amenuise l'efficacité des efforts de l'ONU. Elle ne doit pas faire perdre de vue l'objectif suprême de l'indépendance de la Namibie. Il faut donc demander à toutes les parties concernées, et notamment à celles qui peuvent exercer une influence déterminante, d'agir pour que l'indépendance de la Namibie devienne une réalité dès à présent.

68. M. MANALO (Philippines) rappelle qu'il y a plus de 30 ans un groupe de 13 nations afro-asiatiques, qui à l'exception d'une sont toutes représentées à cette session, a appelé l'attention de l'ONU sur la situation grave créée en Afrique du Sud par l'institutionnalisation de la discrimination raciale. Un espoir de dialogue avait alors été exprimé, mais aujourd'hui cet espoir a presque disparu. L'Afrique du Sud s'est enfermée dans une forteresse d'indifférence et de défi. Elle a appliqué une série de lois inhumaines : abolition des droits politiques des "Coloreds"; Group Areas Act; réservation des emplois et ségrégation résidentielle, "pass laws", etc. Et pour réprimer toute opposition, elle a promulgué une législation faisant de toute critique de l'apartheid un délit. Le régime de Pretoria a aussi établi le système des bantoustans, qui a pour effet de créer des ghettos de pauvreté dans les régions les plus défavorisées économiquement. Par de telles actions, l'Afrique du Sud a suscité l'indignation du monde entier, et radicalisé les forces déterminées à éliminer l'apartheid.

69. Il y a bien eu une tentative de "modernisation de l'apartheid" : ainsi des syndicats ont été autorisés, avec cependant de sévères restrictions, la ségrégation sociale a été relâchée et certains contacts ont été permis entre les races. Mais, l'essentiel de l'apartheid subsiste, et subsistera tant que l'égalité politique et économique de toutes les races ne sera pas réalisée. Dans ces conditions, la majorité noire a commencé à utiliser la seule arme qui lui est laissée : la violence.



70. En mai 1982, la Conférence régionale de la lutte contre le racisme qui a eu lieu à Manille a reconnu la légitimité de la lutte armée pour la population non blanche. La délégation philippine souligne la légitimité de cette lutte, mais tout en souhaitant qu'une tragédie soit évitée en Afrique du Sud. Comme le Rapporteur spécial de la Sous-Commission qui a établi le rapport E/CN.4/Sub.2/1982/10, elle attache beaucoup d'importance à l'identification des conséquences néfastes de l'assistance politique, militaire, économique et autre fournie au régime de Pretoria. Cette délégation est particulièrement préoccupée par la situation des femmes et des enfants noirs en Afrique du Sud, et elle appelle l'attention de tous sur les documents E/CN.4/1983/38 et A/AC.115/L.571, qui traitent de cette question. Le Groupe spécial d'experts qui a établi le rapport E/CN.4/1983/38 a souligné en particulier les conséquences regrettables des transferts de population dans des "homelands", et décrit une situation de malnutrition, de détérioration de la santé physique et mentale et de désespoir qui fait de l'apartheid une forme de génocide.

71. En dépit de toutes les souffrances, la lutte contre l'apartheid continue en Afrique du Sud. L'ONU doit, de son côté, accroître concrètement ses efforts, et notamment son assistance aux femmes et aux enfants, en particulier à ceux qui sont devenus des réfugiés. M. Manalo évoque enfin l'effet qu'aura la démographie sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud : déjà la population autochtone est six fois plus nombreuse que les Blancs, et d'ici à l'an 2000 les Noirs seront 15 millions de plus, alors que le nombre de Blancs aura seulement augmenté d'un peu plus d'un million.

72. M. COLLIARD (France) déclare que le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1983/10) apporte, comme ceux qui l'ont précédé, un triste et douloureux recensement des abus, des injustices et même des atrocités qu'entraîne inéluctablement un principe qui constitue la négation même de la dignité de l'être humain. L'apartheid, en tant que principe d'organisation de la société, constitue une violation fondamentale et massive des droits de l'homme. Or il ne s'agit pas simplement d'un principe, et l'apartheid motive les emprisonnements sans jugement, la torture, les disparitions et les exécutions sommaires.

73. L'apartheid, c'est aussi la politique des "homelands", elle aussi condamnable dans son principe même puisqu'elle est fondée sur le postulat que des hommes ne sauraient vivre dans une société où tous ont les mêmes droits, dès lors qu'ils diffèrent par la couleur de leur peau. Et là encore cette politique est également condamnable par ses conséquences pratiques, puisqu'elle aboutit à confiner un peuple sur des territoires sans ressources alors qu'il devrait être chez lui partout sur le territoire de la République.

74. L'apartheid, c'est encore le sort particulièrement douloureux des femmes et des enfants, qui est décrit dans le rapport E/CN.4/1983/38. La France s'intéresse actuellement de façon particulière à la condition féminine parce qu'elle estime qu'il est temps de traduire dans les faits, par des mesures concrètes, l'égalité des hommes et des femmes, et aux droits de l'enfant parce qu'il s'impose, par des mesures du même ordre, d'assurer la protection des droits des catégories qui sont par définition les plus vulnérables.

75. C'est en ayant ces réalités à l'esprit que la France apporte son soutien sans réserve à tous ceux qui oeuvrent pour qu'en Afrique australe soit établie la justice et reconnue la dignité de tous les hommes. Le Ministre des relations extérieures a fait part de ce soutien au Président du Comité spécial contre l'apartheid, de même que le Ministre des droits de la femme l'a exprimé en participant personnellement à la Conférence internationale sur les femmes et l'apartheid, puis à la Journée internationale de solidarité avec les femmes d'Afrique du Sud et de Namibie.

76. La France contribue par ailleurs à divers Fonds des Nations Unies qui viennent en aide aux victimes de l'apartheid; elle a autorisé l'ouverture à Paris de bureaux de la SWAPO et de l'ANC, applique strictement l'embargo sur les ventes d'armes décidé par le Conseil de sécurité en 1977, développe ses relations avec les pays de première ligne et leur apporte son soutien, et elle met tout en oeuvre sur le plan diplomatique pour que la Namibie parvienne à l'indépendance par des voies pacifiques.

77. L'acceptation par la France, en septembre dernier, du recours individuel prévu à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale illustre l'attachement de ce pays à la lutte contre le racisme. Le Gouvernement français espère que beaucoup d'autres pays accepteront à leur tour la compétence du Comité spécial pour connaître des requêtes introduites selon cette voie. La lutte contre le racisme consiste en effet également à l'extirper de soi-même, car nul pays n'est à l'abri de ce fléau.

78. La France regrette de ne pouvoir souscrire à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Elle en approuve les objectifs, mais elle estime que les dispositions de la Convention ne sont pas conformes au principe de la sécurité juridique, qui exige entre autres choses que les infractions pénales soient définies de manière précise.

79. La deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale doit être un événement marquant. Une participation massive à cette Conférence est indispensable pour montrer que le racisme est partout l'objet d'une condamnation sans réserve, et elle est aussi possible parce que précisément, à l'exception de l'Afrique du Sud, tous les pays condamnent le racisme. La délégation française se félicite à ce sujet de voir qu'à sa dernière session, l'Assemblée générale a levé les difficultés les plus graves qui compromettaient une participation massive à la Conférence.

80. Pour assurer le succès de la Conférence, il faut encore que ce vaste rassemblement puisse aboutir à un consensus sur certains des aspects essentiels du problème dont il aura à débattre. Tous les pays reconnaissent que l'opposition au racisme revêt deux formes complémentaires mais distinctes. Il y a d'une part la lutte contre la tendance de tout homme à craindre et déprécier celui qui diffère de lui et contre les prétendues théories affirmant des inégalités entre les hommes; ce combat est du ressort des pays; il s'appuie sur l'éducation, la formation, la législation et l'activité judiciaire, et c'est un aspect sur lequel le consensus est possible. Mais il y a d'autre part la lutte contre les situations concrètes de racisme systématique et institutionnalisé, et c'est là un principe qui recueille l'accord de presque tous les pays mais dont l'application les divise. En effet, l'application de ce principe voit les pays se diviser tout d'abord quand il s'agit d'identifier ces situations de racisme systématique et institutionnalisé, puis, si l'accord s'est fait sur ce dernier point, quand il s'agit d'arrêter les méthodes que l'action internationale doit suivre pour les faire disparaître. Le représentant de la France espère que les participants à la Conférence sauront éviter les erreurs du passé et répondre à l'espoir exprimé par le Secrétaire général de la Conférence, qui a souhaité que celle-ci trouve un terrain d'entente satisfaisant pour tous dans un esprit de compréhension et de compromis.

81. M. CHERNICHENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que son pays a toujours insisté pour que soient entreprises toutes les activités inscrites au Programme d'action adopté par la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et qu'il a d'ailleurs participé à toutes les activités prévues. Il sera donc présent à la Conférence qui se tiendra en 1983 pour clôturer la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

82. La délégation soviétique constate avec regret que les Etats qui soutiennent l'Afrique du Sud, à savoir les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN, se sont soustraits aux préparatifs de la prochaine conférence et que les Etats-Unis et Israël ont voté contre la résolution 37/40 de l'Assemblée générale sur l'application du Programme pour la Décennie. Ce n'est donc pas un hasard si les Etats-Unis ne sont pas parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ni à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, ni aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ratifier ces instruments est en effet la preuve de l'intérêt qu'un pays porte aux droits de l'homme. La délégation soviétique juge pour sa part d'une grande importance, parmi les mesures à décider dans le cadre de la réalisation du Programme, d'interdire par des mesures législatives appropriées la diffusion d'idées racistes, néonazies, fascistes et militaristes, et d'adopter des mesures concrètes en vue de l'application et de la promotion de cette législation.

83. Le représentant de l'Union soviétique prend note avec satisfaction du rapport du Groupe des Trois (E/CN.4/1983/25), dans lequel il a relevé qu'au 31 décembre 1982, seuls 69 Etats étaient parties à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Le fait que certains pays occidentaux qui aident le régime d'apartheid ne soient pas parties à cet instrument en réduit d'autant l'efficacité et encourage l'Afrique du Sud à perpétrer des violations massives et flagrantes des droits de l'homme. Il va de soi que chaque Etat décide librement d'adhérer ou non à un instrument international, mais, dans le cas présent, l'adhésion ou le refus d'un pays d'adhérer à la Convention illustre bien sa position à l'égard de l'apartheid.

84. M. Chernichenko conclut en exprimant l'espoir que les débats et les décisions de la Commission renforceront l'efficacité de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et contribueront à la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

85. M. BERNIS (Etats-Unis d'Amérique) fait observer d'emblée qu'il n'y a pas à proprement parler de débat sur l'apartheid, puisque tous les pays considèrent l'apartheid comme une violation flagrante des droits de l'homme. Dans leur Déclaration d'indépendance, en 1776, les Etats-Unis ont proclamé que tous les hommes naissent égaux et qu'ils possédaient certains droits inaliénables, notamment le droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Pour assurer ces droits étaient institués des gouvernements qui tenaient leurs pouvoirs du consentement des gouvernés. C'est bien parce qu'ils sont gouvernés sans qu'ils aient donné leur assentiment que les Sud-Africains noirs sont privés de leur droit le plus fondamental.

86. La Commission ne saurait imposer un système quelconque au peuple sud-africain en remplacement de l'apartheid, car c'est là une question à laquelle doit répondre le peuple sud-africain tout entier. Mais elle a le droit et le devoir de demander au Gouvernement sud-africain de respecter les mêmes principes universels des droits de l'homme que ceux qu'elle encourage partout ailleurs dans le monde. Il est positif de constater que le régime d'apartheid se montre moins sûr de lui et que l'Afrique du Sud est divisée à son égard. Combien de temps lui faudra-t-il pour s'écrouler ? Nul ne le sait, mais il est sûr que ce système ne saurait longtemps persister.

87. Cependant, il n'est pas certain que des sanctions économiques puissent contribuer à sa défaite. Jusqu'à présent, les sanctions appliquées à l'Afrique du Sud ont eu l'effet paradoxal de donner pour ainsi dire à ce pays le coup de fouet nécessaire pour l'inciter à agir seul faisant abstraction du reste du monde. C'est pourquoi, bien que les Etats-Unis appuient pleinement l'embargo imposé par l'ONU sur les armements et en aient en fait imposé un unilatéralement 16 ans avant que l'ONU n'intervienne, ils ne pensent pas que de nouvelles sanctions soient propres à accélérer le changement.

88. Des changements se sont produits, mais la majorité noire n'en est pas bénéficiaire et le Gouvernement américain déplore par ailleurs l'injuste politique des "homelands" qu'il ne reconnaîtra pas.

89. Quelle doit donc être la politique à adopter ? La violence n'est pas non plus une réponse. La délégation américaine ne peut appuyer le recours à la force armée et ce pour plusieurs raisons, dont l'une est que rien n'autorise à penser que seul coulera le sang des coupables. Le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité a déclaré en substance, à l'occasion de l'adoption d'une résolution, appuyée par les Etats-Unis, qui a fait suite à l'attaque armée lancée par l'Afrique du Sud contre le Lesotho : d'où qu'elle vienne, la violence doit être maîtrisée; le recours à la violence ne peut qu'entraîner un cycle de violence qui fait obstacle à la solution des vrais problèmes; et d'autre part, l'Afrique du Sud ne peut ignorer que l'opposition de la communauté internationale à l'emploi de la violence a des limites et que cela peut avoir de graves conséquences.

90. Dans ces conditions, les Etats-Unis poursuivent une politique d'"opposition constructive" ("constructive engagement") qui s'étend au-delà des frontières de l'Afrique du Sud elle-même. M. Berns rejette catégoriquement l'argument des détracteurs de cette politique, selon lequel elle apporte soutien et réconfort au régime d'apartheid. En effet, non seulement les Etats-Unis s'élèvent contre l'apartheid, mais ils ne cessent d'insister, par la voie diplomatique, auprès du Gouvernement sud-africain, sur différentes questions liées aux droits de l'homme. De plus, conformément au "Code Sullivan", les sociétés américaines qui exercent des activités en Afrique du Sud encouragent des conditions d'emploi équitables. Même si les progrès réalisés dans ce domaine sont lents, ils n'en existent pas moins. Au lieu d'une politique de boycottage, le Gouvernement américain est partisan de l'intervention en Afrique du Sud de la plus large gamme possible d'organisations non gouvernementales, intervention propice à un changement pacifique dans la bonne direction. Dans le cadre de cette politique d'opposition constructive, le Congrès américain a ouvert des crédits de 4 millions de dollars destinés à l'attribution de bourses à des Noirs sud-africains. C'est ainsi que plus d'une centaine de Noirs sud-africains font actuellement des études dans des universités américaines. Et ce programme sera poursuivi.

91. Passant à la question de la Namibie, M. Berns déclare que son pays continue, au sein du Groupe de contact occidental, d'oeuvrer pour l'indépendance de ce territoire conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Grâce aux progrès réalisés, le compte à rebours final a commencé pour l'indépendance de la Namibie. A ce sujet, le représentant des Etats-Unis tient à évoquer la question distincte, mais connexe, de la présence, depuis 1975, de forces cubaines en Angola. Vu la menace que ces forces représentent pour les perspectives de paix et de sécurité à long terme de l'Afrique australe, il n'y a aucune raison de penser que l'Afrique du Sud accepterait l'accession de la Namibie à l'indépendance tant que les troupes cubaines resteront en Angola. Au moment de la reprise des négociations sur la Namibie, les Etats-Unis ont estimé qu'un règlement, quel qu'il fût, devait répondre aux préoccupations de sécurité de toutes les parties. Il s'est avéré que l'un des soucis majeurs de l'Afrique du Sud de ce point de vue tenait à la présence des troupes cubaines. C'est là une réalité empirique. Les Etats-Unis s'efforcent donc séparément d'obtenir le départ de ces troupes et se sont entretenus à plusieurs reprises avec l'Angola à ce sujet. Ils espèrent que le problème finira par être résolu de façon à satisfaire aussi les exigences de sécurité de l'Angola.

92. Enfin, le représentant des Etats-Unis se félicite de noter que bon nombre d'orateurs ont reconnu les progrès réalisés, et il s'associe à la déclaration sage et éloquente que vient de faire le représentant du Ghana. Il conclut en espérant que les travaux de la Commission contribueront à faire progresser la situation et que d'autre part il ne sera mis aucun obstacle à ce que les Etats Membres veulent réaliser en commun en Afrique australe.

93. M. OVSIUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) juge très important d'examiner l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dont les dispositions doivent être absolument respectées, vu la tragique situation qui règne en Afrique du Sud. La tension provoquée par la politique d'apartheid de Pretoria est aggravée par les actes d'agression lancés contre les Etats voisins. La politique d'apartheid est donc maintenant un problème international grave qui exige des efforts concertés de la part de la communauté internationale et, entre autres, des mesures visant à faire appliquer la Convention. Le représentant de la RSS d'Ukraine note à ce sujet que les pressions exercées sur l'Afrique du Sud seront d'autant plus fortes que le nombre d'Etats parties à la Convention augmentera. C'est pourquoi il déplore que 69 Etats seulement aient ratifié cet instrument. Mais il ne faut pas oublier que les puissances occidentales qui collaborent avec l'Afrique du Sud sapent les efforts de la communauté internationale. Comme l'a remarqué le Groupe des Trois dans son rapport, l'efficacité de la Convention dépend à la fois de sa ratification par un plus grand nombre d'Etats et de l'application de ses dispositions par les Etats parties.

94. Dans le document E/CN.4/1983/24/Add.11, la RSS d'Ukraine a exposé la façon dont elle donnait effet à la Convention. En Ukraine, c'est grâce au socialisme, qui a permis de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'ont pu être créées les conditions propres à assurer l'égalité entre les êtres humains. M. Ovsouk évoque à ce sujet l'aspect humain des fondements démocratiques des institutions ukrainiennes. La fondation de l'Union soviétique a marqué une étape importante dans la naissance d'une nouvelle société, conforme aux idées léninistes. La Constitution ukrainienne, de même que les Codes pénal et civil, le Code du travail et d'autres mesures législatives, consacrent le principe de l'égalité des races dans tous les domaines de la vie.

95. Sur le plan international, la RSS d'Ukraine n'entretient naturellement aucune relation avec l'Afrique du Sud. Elle participe aux travaux du Comité spécial contre l'apartheid et à toutes les activités destinées à lutter contre ce système. Elle est aussi membre du comité spécial qui est chargé d'élaborer un projet de convention internationale contre l'apartheid dans les sports. Elle soutient les mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA et lutte pour la libération des détenus d'Afrique australe.

96. Sur le plan interne, elle a organisé toutes sortes d'activités pour condamner l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale : manifestations de travailleurs, de chercheurs, d'artistes, d'étrangers qui étudient ou travaillent en Ukraine; elle célèbre les journées internationales consacrées aux victimes du régime de Pretoria et mobilise l'opinion publique pour soutenir la juste cause des peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie. Les moyens d'information ukrainiens font connaître à l'opinion publique les objectifs des campagnes internationales contre l'apartheid, les crimes perpétrés par l'Afrique du Sud et les activités de l'ONU.

97. La délégation de la RSS d'Ukraine se félicite de la fermeté que prend de plus en plus la lutte contre l'apartheid et toutes les autres formes de racisme et de discrimination raciale, M. Ovsiouk évoque la déclaration adoptée par la Conférence organisée sur la question par l'UNESCO en 1978, ainsi que la Déclaration internationale contre l'apartheid dans les sports et les manifestations organisées au titre de la Décennie. Il ajoute que la Commission devrait disposer d'un document dressant, ne serait-ce qu'à grands traits, le bilan de la Décennie. La RSS d'Ukraine tient à participer aux préparatifs de la deuxième Conférence mondiale et pense que la deuxième Décennie de lutte devrait être proclamée dès la fin de la première, afin de promouvoir l'isolement et le boycottage de l'Afrique du Sud et le retrait de l'Afrique du Sud de Namibie et d'amener Pretoria à renoncer aux actes d'agression contre ses voisins. Enfin, la délégation de la RSS d'Ukraine condamne l'aide accordée au régime raciste, se prononce pour l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud conformément à la Charte des Nations Unies et lance un appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils adhèrent à la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

[La deuxième partie du compte rendu sera publiée sous la cote  
E/CN.4/1983/SR.16/Add.1.]